

# Scènes



GEOFFROY MATHIEU/EDITINGSERVER.COM

## Après la crise des intermittents, comment repenser les relations entre le théâtre et les pouvoirs ?

Souvenons-nous de l'été 2003. Au plus fort du conflit de l'intermittence, le festival d'Avignon est annulé. Un tabou se brise. Les esprits s'enflamment. Les discours s'affrontent. Entre ceux qui veulent jouer et travailler et ceux qui ne le veulent pas surgit une sorte de haine de classe. Jamais sans doute, depuis 1968, la « société culturelle » n'a vécu pareille violence en son sein. L'immarcescible Jack Ralite, sénateur de la Seine-Saint-Denis et protecteur éclairé du théâtre public, dénonce la rupture entre le théâtre et les hommes politiques ; en l'espèce, il parle de « l'abandon du théâtre » par l'Etat. Une rupture qui annonce, à ses yeux, une autre fracture, celle-ci entre les élites du pays, entrepreneurs, cadres supérieurs, dirigeants de tout poil, et le spectacle vivant.

S'appuyant en partie sur les statistiques régulièrement analysées par l'équipe du sociologue de la culture Emmanuel Ethis, les surinterprétant sans doute, Ralite s'emporte, mélange sans grand détail les carottes et les serviettes. Mais cet homme cultivé, à l'éloquence joliment archaïque, a du flair. Il saisit que quelque chose s'est rompu, sinon une confiance partagée par la société culturelle et la classe politique française quant au rôle de la culture au sein de la cité, du moins un consensus minimal sur la question. Peut-être Jack Ralite, arpenteur incessant d'Avignon depuis 1964, fervent admirateur de Jean Vilar, commence-t-il à ressentir le poids de sa solitude de spectateur engagé : « *Nous autres, hommes et femmes politiques, ne sommes plus très*

*nombreux à nous rendre dans les théâtres...* » Il le déplore comme s'il s'agissait de la fin d'un monde.

A en croire le sénateur Ralite, le théâtre et le prince seraient donc fâchés. Tel un vieux couple épuisé par une promiscuité bien trop ancienne, des habitudes usées jusqu'à la corde, ils se seraient lassés l'un de l'autre. Ils feraient chambre à part, n'auraient plus rien à se dire. Est-ce une fable ? Un fantasme dans un pays accoutumé tout autant à célébrer les liaisons dangereuses entre le prince et l'artiste qu'à les condamner ? Car, enfin, existe-t-il ailleurs qu'en France un royaume dont le prince se soit à ce point mêlé du sort de l'artiste, de ses conditions de travail, de sa carrière, de ses projets, de ses souffrances, de ses médailles ? Un royaume où l'artiste ait à ce point recherché la faveur du prince et l'ait si souvent obtenue ? A l'évidence, non ! Poussons plus avant cette métaphore du théâtre et du prince, abondamment développée par Robert Abirached dans le second tome de son ouvrage *Le Théâtre et le Prince, Un système fatigué* (1993-2004).

Trivialement, l'histoire que raconte avec talent et simplicité l'ancien directeur du Théâtre et des Spectacles au ministère de la Culture (1981-1988) est la chronique d'une lassitude annoncée. A l'embellie des années 80, rutilantes, entreprenantes, enthousiastes, succède le désenchantement des années 90, puis des années 2000, travaillées par le doute. Après le temps des moyens dispensés sans compter survient le temps de la gestion. On a voulu changer la →

### Bibliographie

- Le Théâtre et le Prince*, de Robert Abirached, deux tomes, éd. Actes Sud. Tome I : *L'embellie* (1981-1992), 230 p., 25 €. Tome II : *Un système fatigué* (1993-2004), 146 p., 18 €.
- Avignon, le public réinventé, Le festival sous le regard des sciences sociales*, sous la direction d'Emmanuel Ethis, éd. La Documentation française (2004), 342 p., 20 €.
- Nos enfants ont-ils droit à l'art et à la culture ?*, de Jean-Gabriel Carasso, éd. de l'Attribut, 128 p., 12 €.